

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2213

IC — 275671

**26 SEPTEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux aides en agriculture : aide dans le secteur de la viande bovine
Garantie de la Région wallonne sur un crédit spécial de fonds de roulement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole modifié par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990.

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 modifiant les arrêtés royaux des 25 octobre 1990, 19 août 1991, 19 août 1992 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;

Vu la directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Vu la directive 75/269/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE (Belgique);

Vu la directive 80/666/CEE du Conseil du 24 juin 1980 modifiant la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Vu le règlement CEE/2328/91 du Conseil du 15 juillet 1991 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture;

Vu le règlement CEE/870/93 de la Commission du 14 avril 1993 modifiant le règlement CEE/2328/91 du Conseil en ce qui concerne l'ajustement de certains montants fixés en écus suite à la modification des taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le règlement CEE/3669/93 du Conseil du 22 décembre 1993 modifiant les règlements CEE/2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 et 449/69 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune;

Vu le règlement CEE/3699/93 de la Commission du 21 décembre 1993 définissant les critères et conditions des interventions communautaires à finalité structurelle dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation et de la commercialisation de leurs produits;

Vu la décision 94/173/CEE de la Commission du 22 mars 1994 relative à l'établissement des critères de choix à retenir pour les investissements concernant l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et sylvicoles et abrogeant la décision 90/342/CEE;

Vu le règlement CEE/2631/94 de la Commission du 28 octobre 1994 modifiant le règlement CEE/2328/91 du Conseil en ce qui concerne certains montants fixés en écus suite à la modification des taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le règlement CEE/2843/94 du Conseil du 21 novembre 1994 modifiant les règlements CEE/2328/91 et CEE/866/90 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le protocole d'accord entre les Régions et le Ministère fédéral de l'Agriculture relatif aux matières agricoles régionalisées, conformément à la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3,

§ 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures d'aide spéciale en faveur des producteurs spécialisés en productions bovines en conséquence des pertes subies;

Considérant qu'il est impérieux d'aider les agriculteurs qui sont proches de la cessation de paiement vu le marasme des prix les pénalisant gravement et mettant à mal leur trésorerie;

Considérant l'accord obtenu en concertation avec les principales banques actives dans les secteurs de l'agriculture selon lequel elles appliqueront pour ce crédit spécial le taux d'intérêt le plus bas du moment et prendront en charge les frais de constitution et de gestion du dossier;

Considérant la concertation avec les organisations représentatives des agriculteurs réunis en front vert;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux agriculteurs à titre principal, tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994, dont le revenu de la spéculation bovine atteint au moins 65 % du revenu global de l'exploitation, il peut être accordé, à leur demande, un crédit de fonds de roulement assorti d'une garantie de la Région wallonne, conformément aux dispositions suivantes.

Art. 2. Le montant du crédit est calculé sur base de 15.000 F/UGB. Le nombre d'unité gros bétail est obtenu en multipliant les nombres de vaches laitières, vaches allaitantes, bovins et jeunes bovins, déclarés détenus dans l'exploitation au recensement agricole et horticole au 15 mai 1996 par les coefficients suivants :

- bovins de 6 mois à 2 ans : 0,6 UGB
- vaches pour la traite, autres bovins de 2 ans et plus : 1,0 UGB

Il n'est pas accordé de garantie pour un montant de crédit inférieur à 300.000 F et pour un montant de crédit supérieur à 1.200.000 F.

Art. 3. En outre, aux agriculteurs à titre principal dont la superficie agricole utile, d'après le recensement agricole et horticole au 15 mai 1996, est consacrée pour 65 % au moins à des cultures fourragères, il peut être accordé, à leur demande, un supplément de crédit à celui prévu à l'article 1^{er} assorti de la garantie de la Région wallonne, conformément aux dispositions suivantes.

Art. 4. Le montant du crédit supplémentaire est calculé sur base de 5.000 F/UGB. Le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant les nombres de bovins déclarés détenus dans l'exploitation au même recensement par les coefficients prévus à l'article 2. Dans ce cas, le crédit en dessous duquel il n'est pas accordé de garantie est ramené à 200.000 F et le montant maximum du crédit est porté à 1.600.000 F.

Art. 5. Le crédit obtenu auprès d'une institution agréée bénéficiera automatiquement d'une garantie de la Région wallonne de 75 % du montant. Ce crédit est remboursable en cinq ans dont trois années de franchise en capital.

Art. 6. Le pourcentage de la superficie agricole utilisée consacré à des cultures fourragères, visé à l'article 3, est obtenu à l'aide de la formule $A \times 100 / B$ dans laquelle :

A = superficie des cultures fourragères suivantes :

- prés et prairies;
- plantes racines et tuberculifères en culture principale et à destination fourragère;
- cultures de fourrages verts, hors semences;
- légumes à cosse récoltés secs, y compris le mélange de céréales et de légumes secs;
- épeautre, seigle et triticale ainsi que le mélange des céréales;
- céréales cultivées en 1996 pour lesquelles la preuve est apportée qu'elles ont été ensilées ou affouragées à l'état vert dont le maïs.

B = superficie agricole utilisée moins les jachères.

Art. 7. L'octroi de la garantie est en outre soumis aux conditions suivantes :

- le demandeur doit introduire pour le 31 décembre 1996 au plus tard auprès d'un organisme de crédit agréé une demande de crédit répondant aux conditions du présent arrêté, dans laquelle il déclare sur l'honneur qu'au moins 65 % du revenu global de l'exploitation est issu de la spéculation bovine et, s'il échet, qu'au moins 65 % de la superficie d'exploitation utile a été déclarée au recensement du 15 mai 1996 comme culture fourragère au sens de l'article 5;
- le demandeur s'engage à continuer l'exploitation, personnellement ou par un de ses enfants, au moins jusqu'au 31 mars 1997;
- le demandeur s'engage à ne déposer qu'une demande de crédit auprès d'un seul organisme de crédit, en vertu du présent arrêté;
- le demandeur s'engage à répondre à toute requête du responsable de la circonscription de son ressort qui vise à vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 8. Les organismes de crédit doivent faire parvenir à la Direction des Structures de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne la liste des crédits consentis en vertu du présent arrêté au plus tard le 31 mars 1997. Cette liste mentionnera les renseignements suivants :

- nom, prénom, numéro de producteur, numéro de l'exploitation et adresse complète du demandeur;
- au cas où l'exploitation a changé d'exploitant après le recensement au 15 mai 1996, numéros du cédant;
- montant du crédit prévu à l'article 1^{er}, montant du crédit prévu à l'article 3 s'il échet, et taux d'intérêt.

Cette liste sera accompagnée d'une copie de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 7.

Les organismes de crédit veilleront à ce que les demandeurs ne bénéficient pas plus d'une fois de l'aide prévue par le présent arrêté et s'assureront du respect des conditions énoncées. Le calcul du pourcentage de revenu issu de la spéculation bovine est établi sur base des marges brutes standard par production établies par le Centre de recherche en économie agricole pour le plan de culture de la saison 95-96, reprises en annexe.

Art. 9. Sans préjudice de sanctions pénales contenues dans l'arrêté royal du 31 mai 1933 au sujet des déclarations en matière de subventions, la garantie prévue par le présent arrêté est refusée aux demandeurs qui ont fait une déclaration qui après vérification s'avère fautive en tout ou en partie ou qui ne respectent pas l'engagement précisé à l'article 7, dernier alinéa.

L'administration est fondée à recourir à tous moyens de droit en vue de procéder à la vérification des déclarations et à la récupération des subventions indues.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Amur, le 26 septembre 1996

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Numéro du producteur :

Nom : Prénoms (ou nom du gérant).....

rue et n° :

Code postal : Commune :

PLAN DE CULTURE LORS DE LA SAISON 95-96

Désignations des productions	I Marges brutes standard (FB)	II Nombre
Productions végétales:		ha, a
Froment d'hiver	42.210	
Froment de printemps	27.950	
Seigle	28.600	
Orge d'hiver	35.250	
Orge de printemps	20.680	
Avoine	22.700	
Maïs grain	30.640	
Autres céréales et mélanges de céréales	31.450	
Pois secs, fèves, féveroles, vesces, lupins doux	39.470	
Autres légumes secs (haricots, mélanges de céréales et de légumes,...)	32.160	
Pommes de terre (plants y compris)	103.510	
Betteraves sucrières	75.900	
Tabac	491.070	
Houblon	270.630	
Plantes oléagineuses	30.250	
Plantes médicinales, aromatiques et condimentaires	66.600	
Autres plantes industrielles	41.700	
Pois et haricots nains, récoltés verts pour l'industrie de la transformation	41.000	
Autres légumes frais en cultures de plein champ	102.600	
Semences et plants agricoles	68.450	
Jachères avec possibilité de rotation	17.650	
Jachères avec cultures non spécifiquement destinées à l'alimentation humaine ou animale	24.850	
Autres cultures des terres arables	33.900	
Légumes frais en cultures maraîchères intensives de plein air	27.200	
Fraises en cultures de plein air	1.228.500	
Fleurs et plantes ornementales de plein air	2.208.200	
Cultures fruitières de plein air	371.600	
Productions animales:		Têtes
Bovins de moins de 1 an, mâles	17.960	
Bovins de moins de 1 an, femelles	10.750	
Bovins de 1 à moins de 2 ans, femelles	9.650	
Bovins de 2 ans et plus, femelles	7.500	
Vaches laitières	46.493	
Bovins de 1 à moins de 2 ans, mâles	16.300	
Bovins de 2 ans et plus, mâles	16.630	
Vaches nourrices	15.500	
Equidés	9.000	
Ovins	2.300	
Caprins	11.800	
Porcs à l'engrais	3.440	
Truies reproductrices	13.724	
Marge brute standard totale estimée (somme de I x II)		
Marge brute standard issue des productions bovines		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 relatif aux aides en agriculture : aide au secteur de la viande bovine - Garantie de la Région wallonne sur un crédit spécial de fonds de roulement.

Namur, le 26 septembre 1996.

Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 2213

[C - 27567]

26. SEPTEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung über Unterstützungen in der Landwirtschaft: Unterstützung im Bereich des Rindfleisches Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines "Fonds d'Investissement agricole" (landwirtschaftlicher Investitionsfonds), abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreiches, in seiner durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, vom 8. März 1968 und vom 15. Februar 1974 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 25. Oktober 1990, 19. August 1991 und 19. August 1992 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft;

Aufgrund der Richtlinie 75/268/EWG des Rates vom 28. April 1975 über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

Aufgrund der Richtlinie 75/269/EWG des Rates vom 28. April 1975 betreffend das Gemeinschaftsverzeichnis der benachteiligten landwirtschaftlichen Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG (Belgien);

Aufgrund der Richtlinie 80/666/EWG des Rates vom 24. Juni 1980 zur Abänderung der Richtlinie 75/268/EWG über die Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten benachteiligten Gebieten;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates vom 15. Juli 1991 über die Verbesserung der Effizienz in der Agrarstruktur;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 870/93 der Kommission vom 14. April 1993 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in Ecu festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3669/93 des Rates vom 22. Dezember 1993 zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2328/91, (EWG) 866/90, (EWG) 1360/78, (EWG) 1035/72 und (EWG) 449/69 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3699/93 des Rates vom 21. Dezember 1993 über die Kriterien und Bedingungen für die Strukturmaßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Fischerei und Aquakultur sowie der Verarbeitung und Vermarktung der entsprechenden Erzeugnisse;

Aufgrund der Entscheidung 94/173/EWG der Kommission vom 22. März 1994 zur Festlegung der Auswahlkriterien für Investitionen zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen für land- und forstwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Entscheidung 90/342/EWG;

Aufgrund der Verordnung EWG/2631/94 der Kommission vom 28. Oktober 1994 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in Ecu festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse;

Aufgrund der Verordnung EWG/2843/94 des Rates vom 21. November 1994 zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2328/91 und (EWG) Nr. 866/90 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Protokolls des Abkommens zwischen den Regionen und dem föderalen Minister der Landwirtschaft über die an die Regionen übertragenen Zuständigkeitsbereiche in der Landwirtschaft, gemäß des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß aufgrund der erlittenen Verluste unverzüglich Sonderhilfsmaßnahmen zugunsten der auf Rindfleischproduktion spezialisierten Erzeuger zu verabschieden sind;

In Erwägung der zwingenden Notwendigkeit, jenen Landwirten eine Beihilfe zu gewähren, die kurz vor der Zahlungseinstellung stehen, da der Preiseinbruch sie stark benachteiligt und ihrer Finanzlage schadet;

In Erwägung des im Einvernehmen mit den wichtigsten, im Bereich der Landwirtschaft tätigen Banken abgeschlossenen Abkommens, aufgrund dessen sie für diesen Sonderkredit den zu diesem Zeitpunkt niedrigsten Zinssatz anwenden und die Kosten für das Anlegen und die Behandlung der Akte selbst übernehmen werden;

In Erwägung der Konzertierung mit den repräsentativen Vereinigungen der Landwirte, die sich zu einer gemeinsamen «grünen Front» versammelt haben;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1. Den im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 hauptberuflich tätigen Landwirten, deren Einkommen aus der Rinderspekulation mindestens 65 % des globalen Einkommens des Betriebs beträgt, kann auf deren Antrag hin und gemäß den folgenden Bestimmungen, einen Unlaufvermögenskredit mit der Bürgschaft der Wallonischen Region gewährt werden.

Art. 2. Der Betrag des Kredits wird auf der Grundlage von 15.000,-F/GVE berechnet. Die Anzahl der Großvieheinheiten bekommt man, indem man die Anzahl Milchkuhe, Mutterkuhe, Rinder und Jungtiere, deren Besitz im Betrieb am 15. Mai 1996 bei der landwirtschaftlichen und Gartenbauzählung erklärt worden ist, mit den folgenden Koeffizienten multipliziert:

- Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahre: 0,6 GVE
- Milchkuhe, andere Rinder von mindestens 2 Jahren 1,0 GVE

Es wird keine Bürgschaft für einen Betrag unter 300.000,-F und für einen Kredit höher als 1.200.000,-F gewährt.

Art. 3. Den hauptberuflich tätigen Landwirten, die nach der landwirtschaftlichen und Gartenbauzählung am 15. Mai 1996 mindestens 65 % ihrer nützlichen Agrarfläche für Futterbau verwenden, kann außerdem auf deren Antrag hin und gemäß den folgenden Bestimmungen ein Kreditzusatz, zusätzlich zum in Artikel 1 vorgesehenen Kredit, mit der Bürgschaft der Wallonischen Region gewährt werden.

Art. 4. Der Betrag des zusätzlichen Kredits wird auf der Grundlage von 5.000,-F/GVE berechnet. Die Anzahl der Großvieheinheiten bekommt man, indem man die Anzahl Rinder, deren Besitz im Betrieb bei derselben Zählung erklärt worden ist, mit den in Artikel 2 vorgesehenen Koeffizienten multipliziert. In diesem Fall wird der Kreditbetrag, unter dem keine Bürgschaft gewährt wird, auf 200.000,-F herabgesetzt, und der Höchstbetrag des Kredits auf 1.600.000,-F gebracht.

Art. 5. Für den bei einer anerkannten Einrichtung erhaltenen Kredit wird automatisch eine Bürgschaft der Wallonischen Region für 75 % des Betrags gewährt. Dieser Kredit ist in 5 Jahren zurückzuzahlen, mit einem Kapitalfreibetrag während 3 Jahren.

Art. 6. Der Prozentsatz der benutzten Agrarfläche nach Artikel 3, die für Futterbau verwendet wird, wird anhand der Formel $A \times 100 / B$ erhalten, bei der

A = Fläche der folgenden Futterbauarten:

- Wiesen und Weiden;
- Wurzelpflanzen und Knollenpflanzen als Hauptkultur und mit Futterbestimmung;
- Grünfütterbau, außer Saatgut;
- trocken abgeerntete Hülsengemüse, einschließlich der Getreide- und Trockengemüsemischung;
- Dinkel, Roggen und Triticale sowie Getreidemischung;
- 1996 angebaute Getreide, für welche der Beweis erbracht wird, daß sie grün einsiliert oder verfüttert worden sind, worunter der Mais.

B = benutzte landwirtschaftliche Fläche abzüglich der Brachländer.

Art. 7. Die Gewährung der Bürgschaft unterliegt außerdem den folgenden Bedingungen:

- der Antragsteller muß spätestens bis zum 31. Dezember 1996 bei einem anerkannten Kreditinstitut einen Kreditantrag einreichen, der die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt, und in dem er auf Ehrenwort erklärt, daß das Einkommen aus der Rinderspekulation mindestens 65 % des globalen Einkommens des Betriebs beträgt, und gegebenenfalls, daß mindestens 65 % der nützlichen Betriebsfläche bei der landwirtschaftlichen und Gartenbauzählung vom 15. Mai 1996 als Futterbau im Sinne von Artikel 5 erklärt worden ist;
- der Antragsteller verpflichtet sich, persönlich oder durch Vermittlung eines seiner Kinder den Betrieb mindestens bis zum 31. März 1997 weiterzuführen;
- der Antragsteller verpflichtet sich, aufgrund des vorliegenden Erlasses nur einen Kreditantrag bei nur einem Kreditinstitut einzureichen.
- der Antragsteller verpflichtet sich, jeder Bitte des Verantwortlichen seines Bezirks zur Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachzukommen.

Art. 8. Die Kreditinstitute müssen der Direktion der Strukturen der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region spätestens am 31. März 1997 die Liste der aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Kredite übermitteln. Diese Liste wird die folgenden Auskünfte beinhalten:

- Name, Vorname, Erzeugernummer, Betriebsnummer und vollständige Anschrift des Antragstellers;
- falls der Betrieb nach der Zählung vom 15. Mai 1996 den Betreiber gewechselt hat, die Nummern des Abtretenden;

- Betrag des Kredits nach Artikel 1, ggf. Betrag des Kredits nach Artikel 3, und Zinssatz;

Dieser Liste wird eine Abschrift der in Artikel 7 vorgesehenen Erklärung auf Ehrenwort beigelegt.

Die Kreditinstitute haben dafür zu sorgen, daß die Antragsteller die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehene Beihilfe nicht mehrmals erhalten, und daß die vorgeschriebenen Bedingungen eingehalten werden. Die Berechnung des Prozentsatzes des Einkommens aus der Rinderspekulation wird auf der Grundlage der beiliegenden Standardbruttospalten pro Erzeugnis aufgestellt, die durch das «Centre de recherche en économie agricole» (Agrarwissenschaftliches Forschungszentrum) für den Anbauplan der Saison 95-96 bestimmt worden sind.

Art. 9. Unbeschadet der im Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1993 vorgesehenen Strafmaßnahmen bezüglich der Erklärungen in Sachen Zuschüsse, wird die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehene Bürgschaft den Antragstellern verweigert, wenn diese eine Erklärung gemacht haben, die sich nach Überprüfung ganz oder teilweise als falsch erweist, oder wenn sie die in Artikel 7, letzter Absatz, bestimmte Verpflichtung nicht einhalten.

Die Verwaltung ist dazu berechtigt, zur Überprüfung der Erklärungen und zur Beitreibung der ungerecht überwiesenen Zuschüsse alle Rechtsbehelfe zu benutzen.

Art. 10. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. September 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

ANLAGE

Nummer des Erzeugers:	
Name:	Vornamen (oder Name des Geschäftsführers):
Str. und Nr.:	
Postleitzahl:	Gemeinde:

ANBAUPLAN DER SAISON 95-96

Bezeichnung der Erzeugnisse	I Standardbrutto- spannen (BEF)	II Anzahl
<u>Pflanzliche Erzeugnisse</u>		Ha, A
Winterweizen	42.210	
Sommerweizen	27.950	
Roggen	28.600	
Wintergerste	35.250	
Sommergerste	20.680	
Hafer	22.700	
Körnermais	30.600	
Sonstige Getreide und Getreidemischungen	31.450	
Trockene Erbsen, Puffbohnen, Feldbohnen, Wachsbohnen, Süßlupinen	39.470	
Sonstiges Trockengemüse (Bohnen, Getreide- und Gemüsemischungen, ...)	32.160	
Kartoffeln (einschließlich Kartoffelsetzlinge)	103.510	
Zuckerrüben	75.900	
Tabak	491.070	
Hopfen	270.630	
Ölpflanzen	30.250	
Arznei-, Duftstoff- und Gewürzpflanzen	66.600	
Sonstige Industriepflanzen	41.700	
Buschbohnen und -erbsen, für die Verarbeitungsindustrie grün abgeerntet	41.000	
Sonstiges frisches Gemüse in Freilandanbau	102.600	
Landwirtschaftliches Saat- und Pflanzengut	68.450	
Brachland mit Möglichkeit eines Fruchtwechsels	17.650	
Brachland mit Kulturen, die nicht spezifisch für menschliche oder tierische Nahrung bestimmt sind	24.850	
Sonstige Ackerlandkulturen	33.900	
Frisches Gemüse in intensiver Gemüsefreilandanbau	427.200	
Erdbeeren in Freilandanbau	1.228.500	
Blumen und Zierpflanzen in Freilandanbau	2.208.200	
Obstfreilandanbau	371.600	

Bezeichnung der Erzeugnisse	I Standardbrutto- spannen (BFF)	II Anzahl
<u>Tierische Erzeugnisse</u>		Stück Vieh
Rinder unter 1 Jahr, männlich	17.960	
Rinder unter 1 Jahr, weiblich	10.750	
Rinder von 1 Jahr bis unter 2 Jahren, weiblich	9.650	
Rinder von mindestens 2 Jahren, weiblich	7.500	
Milchkühe	46.493	
Rinder von 1 Jahr bis unter 2 Jahre, männlich	16.300	
Rinder von mindestens 2 Jahren, männlich	16.300	
Mutterkühe	15.500	
Pferde	9.000	
Schafe	2.300	
Ziegen	11.800	
Mastschweine	3.440	
Zuchtsäue	13.724	
Geschätzte gesamte Standardbruttospanne (Somme von I x II)		
Standarddeckungsbeitrag aus den Rindererzeugnisse		
	d.h.	%

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996 über Unterstützungen in der Landwirtschaft: Unterstützung im Bereich des Rindfleisches - Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Sonderkredit für einen Umlaufvermögensonderkredit beigefügt zu werden.

Namur, den 26. September 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 2213

[C - 27567]

**26 SEPTEMBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering
inzake steun aan de landbouw : steun aan de rundveesector
Waarborg van het Waalse Gewest voor een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstreken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 tot wijziging van de koninklijke besluiten van 25 oktober 1990, 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 en van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;

Gelet op de richtlijn nr. 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de landbouw in bergstreken en in sommige probleemgebieden;

Gelet op de richtlijn nr. 75/269/EEG van de Raad van 28 april 1975 betreffende de communautaire lijst van agrarische probleemgebieden in de zin van richtlijn 75/268/EEG (België);

Gelet op de richtlijn nr. 80/666/EEG van de Raad van 24 juni 1980 tot wijziging van de richtlijn nr. 75/268/EEG betreffende de landbouw in bergstreken en zekere probleemgebieden

Gelet op de verordening EEG/2328/91 van de Raad van 15 juli 1991 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur;

Gelet op de verordening EEG/870/93 van de Commissie van 14 april 1993 tot wijziging van de verordening (EEG) nr. 2328/91 van de Raad ten aanzien van de aanpassing van bepaalde in Ecu vastgestelde bedragen naar aanleiding van de wijziging van de in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid toe te passen omrekeningskoersen;

Gelet op de verordening EEG/3669/93 van de Raad van 22 december 1993 tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2328/91, (EEG) nr. 866/90, (EEG) nr. 1360/78, (EEG) nr. 1035/72 en (EEG) nr. 449/69 voor een snellere aanpassing van de productie-, verwerkings- en afzetstructuren in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de verordening EEG/3699/93 van de Commissie van 21 december 1993 tot vaststelling van de criteria en voorwaarden voor de structurele bijstand van de Gemeenschap in de sector visserij/aquacultuur en verwerking/afzet van de producten daarvan;

Gelet op de beschikking 94/173/EEG van de Commissie van 22 maart 1994 tot vaststelling van de selectiecriteria voor investeringen ter verbetering van de voorwaarden inzake verwerking en afzet van land- en bosbouwproducten en tot intrekking van beschikking 90/342/EEG;

Gelet op de verordening EEG/2631/94 van de Commissie van 28 oktober 1994 tot wijziging van de verordening EEG/2328/91 van de Raad betreffende de aanpassing van sommige in Ecu vastgestelde bedragen ten gevolge van de wijziging van de toe te passen omrekeningskoersen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de verordening EEG/2843/94 van de Raad van 21 november 1994 tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2328/91 en (EEG) nr. 866/90 ten einde de aanpassing van de productie-, verwerkings- en afzetstructuur in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid te versnellen;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en de federale Minister voor Landbouw betreffende de landbouwaangelegenheden, die geregionaliseerd werden overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is onverwijld bijzondere steunmaatregelen te treffen voor de gespecialiseerde rundvleesproducenten ten gevolge van de geleden verliezen;

Overwegende dat het hoogdringend is om hulp te verlenen aan de landbouwers die bijna in staking van betaling zijn wegens de prijzenmalaise die hen ernstig benadeelt en hun financiën verslecht;

Gelet op het akkoord verkregen in overleg met de belangrijkste banken die actief zijn in de sectoren van de landbouw, volgens hetwelk zij voor dit bijzonder krediet de laagste rentevoet van het ogenblik zullen toepassen en de kosten voor de samenstelling en het beheer van het dossier zullen dragen;

Gelet op het overleg met de representatieve landbouworganisaties verenigd in een groen front;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Aan de landbouwers in hoofdberoep zoals bepaald in het besluit van de Waalse regering van 29 september 1994 van wie de opbrengst uit de runderenspeculatie ten minste 65 % van het globaal bedrijfsinkomen bereikt, kan, op hun verzoek, een krediet voor bedrijfskapitaal met de waarborg van het Waalse Gewest worden toegekend, overeenkomstig de hierna volgende bepalingen.

Art. 2. Het bedrag van het krediet wordt berekend op grond van 15 000 frank/GVE. Het aantal grootvee-eenheden wordt bekomen door het aantal op het bedrijf gehouden melkkoeien, zoogkoeien, runderen en jonge runderen, zoals aangegeven bij de land- en tuinbouwtekening van 15 mei 1995, te vermenigvuldigen door de volgende coëfficiënten :

- runderen van 6 maanden tot 2 jaar : 0,6 GVE
- melkoeien, overige runderen van 2 jaar en meer : 1,0 GVE.

Er wordt geen waarborg verleend voor een bedrag kleiner dan 300 000 frank en voor een bedrag van een krediet hoger dan 1 200 000 frank.

Art. 3. Bovendien kan aan de landbouwers in hoofdberoep, die volgens de land- en tuinbouwtekening van 15 mei 1996 ten minste 65 % van hun landbouwnuttige oppervlakte voor weidebouw bestemmen, op hun verzoek, een aanvullend krediet op dat voorzien in artikel 1 met de waarborg van het Waalse Gewest, worden toegekend overeenkomstig de hierna volgende bepalingen.

Art. 4. Het bedrag van het aanvullend krediet wordt berekend op basis van 5 000 frank/GVE. Het aantal grootvee-eenheden wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal op het bedrijf gehouden runderen, zoals verklaard in dezelfde tekening, door de in artikel 2 bedoelde coëfficiënten. In dit geval wordt het krediet waarvoor geen waarborg wordt toegekend, herleid tot 200 000 frank en het maximumbedrag van het krediet tot 1 600 000 frank.

Art. 5. Het bij een erkende instelling toegekend krediet wordt automatisch door het Waalse Gewest voor 75 % van het bedrag gewaarborgd. Dit krediet wordt terugbetaald in 5 jaar, waarvan 3 jaar met kapitaalvrijstelling.

Art. 6. Het percentage van de in artikel 3 bedoelde gebruikte landbouwooppervlakte voor weidebouw wordt bekomen volgens de formule $A \times 100 / B$, waar :

A = de oppervlakte van volgende weilanden :

- weiden en graslanden;
- wortel- en knolgewassen als hoofdteelt en voor veevoeding;
- teelt van groenvoer, zaden uitgesloten;

vers geogoste peulvruchten, mengsels van graangewassen en peulvruchten inbegrepen;
spelt, rogge en triticale alsook mengsels van graangewassen;
in 1996 verbouwde graangewassen waarvoor kan worden bewezen dat zij vers ingekuuld of gevoederd zijn,
waaronder maïs;

B = gebruikte landbouwooppervlakte min het braakland.

Art. 7. Het verlenen van de waarborg is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

- de aanvrager moet ten laatste op 31 december 1996 zijn kredietaanvraag, die aan de voorwaarden van dit besluit voldoet, bij een erkende kredietinstelling indienen, waarin hij op eer verklaart dat ten minste 65 % van het globaal bedrijfsinkomen voortkomt uit de runderenspeculatie en, in voorkomend geval, dat ten minste 65 % van de landbouwnuttige oppervlakte bij de telling van 15 mei 1996 als weidebouw in de zin van artikel 5 aangegeven is;

- de aanvrager verbindt zich ertoe de exploitatie voort te zetten, hetzij persoonlijk of door een van zijn kinderen, ten-minste tot 31 maart 1997;

- de aanvrager verbindt zich ertoe slechts één kredietaanvraag in te dienen bij een enkele kredietinstelling, overeenkomstig dit besluit;

- de aanvrager verbindt zich ertoe op alle verzoeken van de voor het ambtsgebied bevoegde verantwoordelijke te antwoorden, welke controle uitoefent op de naleving van de bepalingen van dit besluit.

Art. 8. De kredietinstellingen moeten de lijst van de krachtens dit besluit toegewezen kredieten ten laatste op 31 maart 1997 doen toekomen aan de Directie van de Structuren van de Algemene Directie Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. Deze lijst moet de volgende inlichtingen vermelden :

- naam, voornaam, producentnummer, bedrijfsnummer en volledig adres van de aanvrager;

- indien de uitbater van het bedrijf veranderd is na de telling van 15 mei 1996, nummers van de cedent;

- bedrag van het krediet artikel 1, bedrag van het krediet artikel 3 indien nodig en rentevoet.

Een kopie van de in artikel 7 bedoelde verklaring op eer wordt bij deze lijst gevoegd.

De kredietinstellingen zorgen ervoor dat de aanvragers niet meer dan eens van de in dit besluit bedoelde steun kunnen genieten en dat de opgesomde voorwaarden nageleefd worden. De berekening van de inkomenspercentage voortkomend van de runderenspeculatie wordt bepaald op grond van de bruto-standaard marges per productie die vastgesteld worden door het "Centre de recherche en économie agricole" (Vorsingscentrum voor landbouweconomie) voor het teeltplan van het seizoen 95-96, zoals vermeld in bijlage.

Art. 9. Onverminderd de strafbepalingen vermeld in het koninklijk besluit van 31 mei 1993 betreffende de verklaringen inzake toelagen wordt de bij dit besluit voorziene waarborg geweigerd aan de aanvragers die een verklaring afgelegd hebben, die, na controle, geheel of ten dele vals blijkt te zijn of die de in artikel 7, laatste lid, bedoelde verbintenis niet naleven.

De administratie is gemachtigd alle rechtsmiddelen in te roepen om over te gaan tot de controle op de verklaringen en de terugvordering van de niet-verschuldigde toelagen.

Art. 10. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn ondertekening.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 september 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Producentnummer :
Naam : Voornamen (of naam van de bedrijfsleider)
straat en nr. :
Postnummer : Gemeente :

TEELTPLAN TIJDENS HET SEIZOEN 95-96

Aanduiding van de producten	I Bruto-standaard marges (BEF)	II Aantal
Plantaardige producties :		ha, a
Wintertarwe	42.210	
Voorjaarstarwe	27.950	
Rogge	28.600	
Wintergerst	35.250	
Voorjaarsgerst	20.680	
Haver	22.700	
Korrelmaïs	30.640	

Aanduiding van de producten	I Bruto-standaard marges (BEF)	II Aantal
Andere graangewassen en graangewassenmengsels	31.450	
Erwten, bonen, paardebonen, wikke, lupine	39.470	
Overige peulvruchten (bonen, mengsels van graangewassen en peulvruchten, ...)	32.160	
Aardappelen (pootgoed inbegrepen)	103.510	
Suikerbieten	75.900	
Tabak	491.070	
Hop	270.630	
Oliehoudende gewassen	30.250	
Genees-, aromatische en specerijplanten	66.600	
Overige industriële gewassen	41.700	
Doperwten en stambonen, vers geoogst voor de verwerkingsindustrie	41.000	
Overige groenten in vollegrondteelt	102.600	
Landbouwzaden en -pootgoed	68.450	
Braakland met wisselmogelijkheid	17.650	
Braakland met teelten die niet specifiek voor menselijke of diervoeding geschikt zijn	24.850	
Andere bouwlandteelten	33.900	
Verse groenten van intensieve tuinbouw in openlucht	427.200	
Aardbeien in openluchtteelt	1.228.500	
Openlucht sierbloemen en -planten	2.208.200	
Openlucht fruitteelt	371.600	
Dierlijke producties :		Stuks
Mannelijke runderen jonger dan 1 jaar	17.960	
Vrouwelijke runderen jonger dan 1 jaar	10.750	
Vrouwelijke runderen tussen 1 en 2 jaar oud;	9.650	
Vrouwelijke runderen ouder dan 2 jaar	7.500	
Melkkoeien	46.493	
Mannelijke runderen tussen 1 en 2 jaar oud;	16.300	
Mannelijke runderen ouder dan 2 jaar	16.630	
Zoogkoeien	15.500	
Paardachtigen	9.000	
Schapen	2.300	
Geiten	11.800	
Mestvarkens	3.440	
Fokzeugen	13.724	
Geraamde totaal bruto-standaard marge (som van I + II)		
Bruto-standaard marge van de rundveeproducties		
	Hetzij	%

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 inzake steun aan de landbouw : steun aan de rundveesector - Waarborg van het Waalse Gewest voor een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal.

Namen, 26 september 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN